

Quand les villes prennent soin de leurs habitants

Bien conçues, les politiques d'aménagement peuvent favoriser l'état de santé des citoyens.

PAR STÉPHANE BARGE

« Il faut protéger les personnes des expositions solaires via des arbres, des abribus et des préaux couverts, ou a minima un coin d'ombre, tant dans les crèches que dans les écoles. » Voilà quelques mois, le Haut Conseil de la santé publique s'est fendu d'une note pour exhorter les communes à agir contre le mélanome, en recrudescence en France.

Des villes qui nous soignent ou, à tout le moins, prennent soin de notre santé ? Hippocrate évoquait déjà cet enjeu dans son essai *Des airs, des eaux et des lieux*, considéré aujourd'hui encore comme le premier traité d'écologie urbaine. Depuis, nos cités ont délégué à la médecine ces questions de santé publique. Mais la multiplication de pathologies liées à nos modes de vie et à la dégradation de notre environnement interpelle à nouveau les urbanistes.

Pour lutter contre le surpoids qui frappe la majorité de sa population, New York a entrepris dès 2001 de revoir ses aménagements. Sa thèse ? L'architecture des édifices comme la configuration de l'espace public influencent l'activité physique. D'où l'idée de promouvoir le vélo en aménageant plus de 500 km de pistes cyclables, ou d'encourager les New-Yorkais à délaissier ascenseurs et escalators pour l'escalier, une idée reprise par Stockholm.

En France, 96 agglomérations du réseau des Villes-Santé, accrédité par l'Organisation mondiale de la santé, multiplient elles aussi les initiatives

publiques. Après avoir été dès 2018 la première ville à interdire la cigarette dans ses parcs et jardins (sous peine d'une amende de 68 euros), Strasbourg fut aussi une pionnière du sport sur ordonnance. Depuis une dizaine d'années, 300 médecins alsaciens prescrivent à des malades chroniques une activité sportive, gratuite pendant au moins un an.

De son côté, Grenoble planche avec un cabinet sur une charte de l'habitat favorable à la santé. Elle prévoit d'appliquer plusieurs innovations dans son grand chantier de refonte de la ZAC Flaubert (*photo ci-dessus*), qui poursuit sur 90 hectares sa transformation en écoquartier. « L'un de nos objectifs consiste à réduire les îlots de chaleur urbains, dont plusieurs études ont montré qu'ils aggravent la mortalité pendant les canicules », explique Pierre-André Juven, adjoint à l'urbanisme et à la santé. Son plan : délaissier peu à peu le béton au profit de meilleurs isolants thermiques tels que... la terre crue !

Rennes, quant à elle, a intégré dans son plan local d'urbanisme intercommunal un « coefficient de végétalisation », qui oblige tout aménageur à intégrer un minimum de verdure pour réduire la pollution. La capitale bretonne entend aussi encourager le maraîchage biologique afin de développer la distribution de légumes dans ses quartiers, via des circuits courts. Un moyen de lutter contre la mauvaise alimentation.



SAGES SAÏHY/TNPLUS

LA GRANDE VOGUE DU SPORT URBAIN

Design actif Un parc de skate géant, un belvédère qui incite à la marche, un city-stade multisport, des équipements de *street workout*...

Dans son projet de rénovation du front de mer, Calais a mis le paquet sur le design actif, un concept qui vise à adapter l'urbanisme pour inciter les gens à bouger. Bien d'autres villes françaises ont



J. SENNAN/ONLY FRANCE / AFP

adopté ce principe, en s'appuyant sur le mobilier de rue pour inviter à l'exercice physique. Biarritz fait ainsi la part belle aux escaliers dans ses Chemins de la forme (*photo ci-dessus*), qui proposent aux promeneurs de réaliser des exercices toniques le long de sentiers urbains agrémentés de bornes interactives. Sachant que sept minutes de grimpe par jour suffisent à réduire de moitié les risques de crise cardiaque, l'effort en vaut la peine ! S. B.

Oye-Plage cherche à attirer des médecins



ESRA SEN KULAJ/STOCK/GETTY IMAGES

Appel « Médecins, nous avons besoin de vous ! » Sur YouTube, Olivier Majewicz, le maire d'Oye-Plage (Pas-de-Calais), se met en scène pour inciter des praticiens à s'installer dans son bourg de 5 400 habitants. « Il y a dix ans, nous disposions de six médecins ; il n'en reste qu'un aujourd'hui. Et il a 74 ans... », confie-t-il. Avec l'aide financière du Département, il a fait appel à un cabinet de chasseur de têtes pour recruter deux généralistes.

Pour un salaire net compris entre 4 000 et 5 500 euros, Oye-Plage met à leur disposition un logement de fonction et un cabinet équipé. Le maire cherche aussi à accueillir d'autres médecins libéraux, à qui il promet un cabinet, un loyer modéré et une prime de 50 000 euros s'ils s'engagent à rester au moins cinq ans. Malgré ses efforts, aucun professionnel n'avait encore donné suite mi-octobre. S. B.